

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10°)Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.
ABONNEMENT : 6 mois, 120 fr. ; 1 an, 240 fr.

L'ESCLAVAGE

par le Referendum

LA LIBERTÉ

par l'insurrection

La mesquinerie de la Constitution

et des
parlementaires

Ainsi le peuple est appelé à nouveau au Forum afin d'approuver ou de rejeter les congénitales contorsions de ses Tribuns, La Constitution, fruit de laborieuses gestations, est enfin proposée à l'assentiment populaire. Des débats sans grandeur ont aidé à l'entassement et fait présager d'une nullité possible. Il n'empêche que l'esprit, cependant fâcheusement prédisposé à son égard, est littéralement stupéfié par l'étroitesse de l'esprit et la pauvreté de la substance des articles de la nouvelle venue.

Se peut-il vraiment que des cerveaux, qui se prétendent au sommet intellectuel de la pensée française, aient enfanté de telles puérilités, de telles mesquineries ? L'histoire abonde certes, d'exemples de situations nationales extraordinaires ne trouvant, pour les traduire et les matérialiser, que des personnages secondaires sans rapport aucun avec l'ampleur des événements d'ailleurs.

Mais jamais encore, notre pays ne fut dirigé par des hommes aussi faibles, aussi incapables d'élevation et de compréhension. La carence morale et intellectuelle de nos Constituants ne se peut mesurer qu'à l'aune de leurs immenses ambitions et de leurs intérêts mesquins, politiques ou pécuniaires.

Car enfin, qu'ont-ils apporté de nouveau dans ce mouvement d'incapacité et d'intellectuelle ? Soyons impartiaux et disons, malgré notre répugnance légitime qui tend

à la rejeter en bloc, les innovations de cette nouvelle Constitution.

Si l'on écarte délibérément les billeversées vraiment par trop ridicules, telles que les attributions du Président de la République, sur lesquelles les érudits sérieux ne peuvent se pencher sans étonnement et amertume, il n'existe véritablement que trois sujets nouveaux par rapport à la Constitution de 1875. C'est la création d'un « Conseil de la République », l'insitution de l'« Organisation de l'Union Française » et enfin, la naissance d'un « Conseil Economique ».

Un fait commun se dégage dès l'abord, sitôt abordé l'examen de ces trois nouvelles institutions : c'est le rôle purement consultatif qui leur est dévolu. Tout a été fait pour en minimiser l'importance novatrice : l'esprit de corps a triomphé contre les nouvelles vagues. Le « Struggle for life » des assemblées et organisations déjà établies a fonctionné à plein et la jungle parlementaire s'est dépeuplée dans ce domaine, ce qui n'est pas peu dire.

LE REFERENDUM

bouclier transparent

L'évolution de l'esprit humain suit une route logique, droite et imperturbable. De déviation, de recul, il n'y en a point. Seule l'allure est chaotique : tantôt lente, tantôt vive, elle déroute les hommes qui, accidentellement, contemplant d'un œil effaré sa cadence déordonnée.

Le mystère des temps présents réside dans le changement de la progression intellectuelle et morale du genre humain. Nous vivons une époque transi-

toire, entre le pas de promenade et le pas de course. Etant acteurs actifs intéressés, les peuples ne peuvent se rendre compte que difficilement des conditions et circonstances nouvelles. C'est l'une des raisons pour lesquelles un observateur étranger possède un sens plus aigu et des problèmes et des solutions qui embrassent l'ensemble d'un pays.

Le nôtre n'échappe pas, évidemment, à la règle générale. Il ne le peut en vertu de son esprit exacerbé du sens critique et que possèdent à un degré élevé, les races latines. Il ne le peut car les conjonctures matérielles, le ramèneraient rapidement en face de réalités positives. Si l'allure de ses aspirations est le bien-être, car, en somme, l'évolution de l'esprit humain essaie, de tout temps, d'atteindre l'idéal — s'accélère c'est parce que les possibilités matérielles lui apparaissent accessibles enfin.

La certitude que le peuple français possède, et qu'il est encore, qu'un parfait, embryonnaire, du potentiel possible des réalisations positives et morales, lui est communiquée par les évolutions successives matérielles qui se succèdent à une cadence — accélérée, certes — mais inégale. Le jour où le peuple aura la certitude absolue que ses desirs — tant prosaïques qu'idéaux — peuvent être réalisés sans délai, marquera la fin de la Révolution actuelle et l'avènement d'un changement social, tellement profond, si radical, que le terme tant galvaudé de Révolution ne peut être employé réellement, ne pouvant que difficilement traduire l'abîme qui existera entre les fondements de ce qui existe actuellement et ce qui sera.

L'époque transitoire dans laquelle nous vivons et qui crée, avec les difficultés insurmontables du capitalisme les ennemis de toutes sortes qui assaillent le monde en son entier, a débuté par une succession de rapides et déconcertantes découvertes et inventions. Ce sont elles qui ont engendré cette Révolution industrielle, où des industries millénaires disparaissent, où des branches d'activités professionnelles séculaires s'effondrent et où des morceaux entiers du cadre industriel et commercial, cependant relativement récents et modernes, deviennent rapidement d'essence et de faits moenchés. Ce sont ces inventions qui permettent l'affirmation absurde d'un parc de machines-outils — peine vaine pour lui — est tout juste bon pour la ferraille...

(Suite page 3.)

Si le peuple voulait...

Après les scandales du vin et des légumes secs...

Que dirait-on d'un scandale des Doctes ?

C'est à dire d'une levée en masse de ce bon petit peuple de France (et d'ailleurs) contre les sordides gorettes de la politique qui ne cessent de le considérer comme une denrée comestible et rêvent de le faire entrer dans la composition de la prochaine soupe internationale qui se prépare.

Si pour rompre avec l'antique tradition, on intervertissait les rôles !

Si l'on se payait pour une fois le luxe de plonger les politiciens et les capitalistes dans le chaudron où il nous font cuire à petit feu depuis tant de lustres !

Croyez-vous que l'on s'en porterait plus mal !

N'allons surtout pas nous cantonner dans cette erreur qui suggère l'impossibilité totale de cette réalisation.

Tout est possible !

Le peuple est le plus fort. Malheureusement, il n'a pas encore conscience de sa suprématie. S'il voulait se donner la peine de plier une cuillère et de descendre dans la rue.

Une fois pour toutes.

Et de faire ce que la fameuse « liberté de la presse » nous interdit de mentionner ici...

Il arriverait à ses fins.

Et, 24 heures, 48 heures plus tard, la liberté, la véritable liberté, qui est une chose naturelle, serait la seule maîtresse du monde.

FEDERATION ANARCHISTE

145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10°)

2° REGION

PARIS-13°

Pour répondre aux manœuvres des politiciens de toutes nuances, qui veulent continuer à asservir le peuple par le jeu d'une nouvelle CONSTITUTION, le groupe Paris-13° organise un

GRAND MEETING

Le VENDREDI 18 OCTOBRE 1946, à 20 heures 30 au Bal des Fleurs, Bd de l'Hôpital (Métro Saint-Marcel)

Le Mensonge Constitutionnel

La contradiction est sollicitée

L'Anarchie est la plus haute expression de l'ordre.
Eliée RECLUS.

Ravitaillement et société capitaliste

Dernièrement, un journal du soir s'indignait de ce que malgré ses recommandations de Bikini, notre ministre du Ravitaillement n'ait abouti qu'à reconnaître officiellement une situation de fait qui veut que les consommateurs soient divisés en deux catégories : ceux qui ont de l'argent et peuvent se procurer de tout autant qu'ils le désirent.

Et ceux qui n'en ont pas et ne peuvent même pas se procurer le strict minimum indispensable, ne peuvent même pas acheter ce que leur accorde la réglementation.

C'est là une situation qui ne saurait étonner les anarchistes et à laquelle tous les efforts d'un ministre quel qu'il soit et même d'un gouvernement tout entier ne saurait rien modifier.

Ce n'est pas un problème politique mais un problème économique et social. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il y a des riches et des pauvres. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les uns peuvent se goberger tandis que les autres crèvent de misère et tirent le diable par la queue.

C'est là une conséquence des formes sociales existantes, une différenciation entre maîtres et esclaves, c'est là une conséquence d'une économie basée sur le profit et non sur la satisfaction des besoins des hommes.

La loi d'airain du salariat qui veut qu'un salaire moyen pour un ouvrier moyen, écarter de familles moyennes lui donne la possibilité de produire et de se reproduire, constitue la base même du régime capitaliste et entraîne un surplus fictif de la production : c'est-à-dire que même avec une production insuffisante ou à peine suffisante les travailleurs ne disposent pas de moyens financiers pour consommer leur part du travail. Elle reste à la disposition des parasites engraissés par le profit et les bénéfices.

Lorsque ceci dépasse les possibilités de consommation et même de gaspillage, de ces profiteurs il en résulte une crise

économique, chômage, etc... mais ceci est un autre problème, ou plutôt, un autre aspect du même problème.

A certaines périodes les difficultés s'aggravent et cette situation se différencie entre les favoris de la fortune et les autres s'aggrave : c'est le cas aujourd'hui.

Les produits indispensables sont trop chers pour le peuple parce que l'Etat, pour se procurer des devises, crée artificiellement une rareté qui, obligatoirement, augmente les prix.

Le peuple a besoin de nourriture, de vêtements, de logements sains et spacieux, de meubles, d'ustensiles de ménage, etc...

Mais les besoins d'un Etat sont d'un autre ordre. L'essentiel de l'Etat réside dans l'appareil d'autorité, il a besoin de casernes, d'usines de guerre, de forges, de tanks, d'avions, de cuirasses... Actuellement l'Etat a besoin de devises pour se procurer le fouet avec lequel il nous dressera et pour cela il est mathématiquement obligé de retirer de la consommation intérieure une proportion toujours croissante de produits de première nécessité en même temps qu'il oriente la production dans le sens de ses besoins et non de ceux du peuple.

C'est ici la cause essentielle de l'aggravation actuelle des tares du régime capitaliste.

Pour le résoudre, il n'est qu'un moyen, détruire le capitalisme et l'Etat et construire le communisme libertaire : c'est-à-dire une société d'où seront éliminés l'autorité et le profit, une société où la production sera développée en raison des besoins de la consommation, où les consommateurs seront eux-mêmes maîtres de la répartition des produits à consommer et où les producteurs ne seront plus exploités géant directement leurs entreprises.

E. BARD.

CE QUE L'ON ENTENDRA BIENTOT.



Comment voulez-vous que l'on s'en sorte, mon mari ne gagne que 5 millions par jour.

Lire en deuxième page

LA CARENCE DU CAPITALISME

LE LAIT ET LE BEURRE

La production nationale du lait qui était de 140 millions d'hectolitres en 1938, a descendu à 76 millions en 1945. Compte tenu de la consommation à la ferme, la production commerciale qui atteignait 84 millions d'hectolitres en 1938, s'est effondrée à 39 millions en 1945.

Les causes matérielles de cet effondrement sont de plusieurs sortes : diminution du nombre des vaches laitières due à la guerre ; production moyenne « individuelle » en régression par suite de la carence de la sélection en matière de procréation et de la pénurie des aliments azotés pour le bétail. Ajoutons-y une politique des prix peu rémunératrice qui décourage le producteur et oriente son activité vers le marché noir sous forme de beurre ou de fromage.

Le lait, les matières grasses n'ayant jamais été absents de la table des consommateurs aisés, l'Etat ne s'en serait probablement jamais inquiété si les démographes officiels n'eussent lancé un cri d'alarme. La mortalité infantile qui était de 65 pour 1.000 en 1938 a passé à 108 en 1945. Que l'on ne se figure pas surtout que notre régime et ses viciés, nos ministres et députés, s'occupent de la douleur des parents. Leur prochain, leur « sens des réalités » — Jacques Duclos a dit — ne s'arrête pas à de pareilles nuances et sentimentales considérations, cela est tout juste bon pour ces rêveurs d'anarchistes — ce dont, du reste, nous nous glorifions.

L'inquiétude des maîtres et des valets de notre capitalisme est motivée — exclusivement — par la crainte de manquer de « matériel humain » à écrier dans un d'ordre ainsi exposé à être placé dans une situation inférieure sur le marché du travail, sur les questions sociales et dans l'épreuve de force qui attend inévitablement patronat et salariés, exploités et exploitateurs, oppresseurs et opprimés. Car cet accroissement de la mortalité infantile provient en grande partie, de la médiocre qualité du lait. La gastro-entérite vide les berceaux dans d'innombrables proportions : plus d'un dixième des décès de moins d'un an lui sont imputables.

Fidèle à une mode récente le Gouvernement convoque les organisations de producteurs, de consommateurs et de travailleurs qui est la formule même demandée depuis longtemps par les anarchistes avec cette différence, toutefois, qu'une seule organisation y tient une place, non seulement prépondérante, mais aussi inutile et nuisible : l'Etat. La « Conférence du Lait », ouverte le 10 septembre, a terminé ses travaux le 28.

Elle a « proposé » très respectueusement au Gouvernement des solutions hybrides qui ne peuvent résoudre complètement le problème et remettre péroriquement ce dernier sur le chantier. A la formule individualiste de la production et de la répartition, elle pense y substituer une organisation collective dont le tort, le principal défaut et la raison de son impuissance future, est d'être terriblement autoritaire, exclusivement arbitraire et inamalgamable unilatérale. A titre d'exemple, une prime sera instituée sur le lait de qualité, qui, évidemment, en augmentant la prime, va faire du lait de moyenne qualité est déjà à un prix prohibé pour les bourses modestes et seuls les bébés « dont les parents sont venus avant eux » pourront en bénéficier. La question de l'accroissement du « matériel humain » reste ainsi posée, les bébés prolétaires, écartés du lait de qualité, continueront à fournir un contingent effrayant à la Mort.

Et la C.G.T. s'associe à ces solutions de classe !

Il est vrai qu'elle avait proposé, vainement d'ailleurs, ce qui prouve sa faiblesse dans les paroles et devrait la remettre sur la voie créatrice de l'action directe et de la grève générale insurrectionnelle, la « nationalisation d'urgence des laiteries Maggi, des Fermiers Réunis et de toutes les condamnées ». Mais cette nationalisation n'étant pas collectivisée, elle ne peut être que la solution tant recherchée. L'exemple de la houille, de l'électricité, des banques prouve que les nationalisations ont apporté une amélioration à la pro-

duction la freine au contraire. Ce n'est pas parce que l'Etat devient non pas même le patron, mais le gérant, pendant vingt ou trente ans, que la production laitière augmentera !

Le lait — quantitativement et qualitativement — serait pour longtemps rare dans les foyers à budgets modestes, même si les cinq mille entreprises industrielles et les deux mille coopératives de transformation passaient d'une gestion capitaliste privée à une direction capitaliste étatique. La solution est à une hauteur bien plus élevée : elle réside dans la disparition totale du capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat.

A l'heure où nous écrivons ces lignes notre Gouvernement n'a pas encore fait savoir le sens qu'il réserve aux recommandations de la Conférence du Lait. Il n'a pris que des mesures financières et les plus puresseuses puisqu'elles nécessitent une augmentation sensible des prix de vente. L'on ne peut, avec plus d'ingénuité et de candeur avouer une incapacité notoire. L'on ne peut, non plus, davantage démontrer le mépris complet dans lequel on tient le peuple désargenté et misérable.

L'augmentation du prix du lait est un fait immoral et criminel accompli malgré le déplacement de la subvention du beurre qui est intégralement versée au lait. De sorte que le public subit deux hausses : la première en qualité de consommateur est visible

(Suite page 2.)

Le mensonge constitutionnel

Le peuple en son entier ne croit plus guère au parlementarisme. Mais il existe une catégorie de « citoyens » qui y croient encore moins que lui : c'est celle comprenant tous les « souteneurs de la politique », qui, après avoir imploré les suffrages populaires, se pavent au Palais-Bourbon ou autres lieux aussi mal famés. Les phariseurs de la politique sont depuis longtemps fixés sur le rôle de brillants domestiques qu'ils jouent au service d'un régime abject, mais qu'ils honorent de leurs platitudes, car il entretient leur insuffisance manifeste et leur paresse et satisfait leurs puériles ambitions. Et nos menteurs professionnels de jouer les Démocrités avec, parfoi — n'est-ce pas, mon général ? — le secret espoir de poser un jour au Césaire.

Nourris de toutes les turpitudes et bassesses qui sont l'appareil de leurs fonctions, ils se vautrent avec délices dans l'abjection et sont prêts à toutes les volte-faces qu'exigeront les circonstances, pourvu que leur place soit sauvegardée. Sachant donner à leurs discours le pathétique susceptible de faire vibrer des âmes trop naïvement sensibles, ils savent aussi ramper devant ceux qui peuvent leur dispenser une parcelle du pouvoir qu'ils convoitent. Mais la crédulité populaire a des limites qui, semble-t-il aujourd'hui, sont bien pressées.

Or, ce n'est là qu'un mensonge de plus. On veut ainsi réhabiliter des institutions qui ont fait leurs preuves au matière de désastres collectifs et d'aneantissement de la liberté individuelle. On tend à régénérer une foi qui s'est évanouie dans la poussière des défilés, des déceptions. Et pour mieux faire avaler le poison, on nous entretient des plus habiles d'affirmer que le referendum est autre chose qu'un scrutin ordinaire et ne peut être comparé à une quelconque campagne électorale dans laquelle les sièges à pourvoir sont l'enjeu. Pour ces subtils raisonneurs, la lutte pour les OUI les NON est autre chose qu'une course aux mandats lucratifs. « L'électeur, disent-ils, est appelé à se prononcer : non plus sur le choix qu'il fait parmi des hommes, mais bien SUR UN PRINCIPE, car la Constitution sera le mécanisme duquel dépendra le fonctionnement de toutes les institutions qui en découlent.

Arrivant ici au fond du problème, il nous est aisé de percevoir la fausseté de ce raisonnement et la fourberie ou l'incapacité de ceux qui le tiennent, car les institutions ne découlent pas de la constitution POLITIQUE, mais seulement des nécessités auxquelles se trouve astreint, pour sa conservation, le régime du profit, le capitalisme, le patronat grevant le salariat avec l'aide de l'Etat. C'est là que résident les véritables fondements de toutes les institutions du monde contemporain. Et ils sont essentiellement ECONOMIQUES. La Constitution qu'a enfantée le Parlement, sur laquelle le peuple est appelé à se prononcer, est au contraire essentiellement POLITIQUE. Le pouvoir politique n'étant que l'instrument de la forme juridique — de la puissance économique, la nouvelle constitution n'est qu'un voile jeté sur le spectre de cette puissance, dont on voudrait bien adoucir les traits pour la rendre plus supportable.

Libéralisme économique, dictature d'une assemblée, d'un parti ou d'un homme ? Qu'importe pour les détenteurs de cette puissance ! Ce qui compte, pour eux, c'est que l'édifice tienne bon et que leurs privilèges demeurent. Ainsi se constitue l'économie cruelle dont le peuple subit la dictature et qu'il a le devoir de renverser impérativement en procédant à la GREVE GENERALE EXPROPRIATRICE. Puisque le MENSONGE CONSTITUTIONNEL ne pas le lui faire oublier.

ANDRE DEVAL.



LA MORT S'EN VA-T-EN GUERRE CONTRE LES GENDARMES

Dame la Mort s'est proposé un but. Faire rentrer dans le néant — d'où ils n'eussent pas dû sortir — tous les gendarmes de la terre.

Noble but, sublime idéal. La mort va sur la bonne voie ; nous la louons et l'approuvons et si, pour le moment, il nous est impossible de lui prêter notre concours, nous sommes néanmoins tous de cœur avec elle et applaudissons vivement à chacune de ses victoires.

C'est au reste notre droit strict. Qui donc pourrait nous reprocher d'acquiescer avec plaisir à la mort d'un gendarme ?

Notons bien qu'en réalité ce n'est pas ce trépas par lui-même qui nous met l'allégresse au cœur mais les conséquences qu'il entraîne parmi lesquelles celle d'amoindrir sensiblement les effets néfastes de l'autorité d'avance comme une des plus heureuses, des plus agréables.

Malheureusement, comme l'a énoncé le philosophe Epictète : « Rien d'excellent ne se fait tout à coup ; pas même un grain de raisin ou une figue ».

De plus, la vie a la peau dure et sur la route de la mort elle sème bien des obstacles, bien des pierres d'achoppement.

Mais la mort est persévérante. Les échecs ne la rebutent pas. Consciente de la grandeur de son entreprise elle la continuera avec une fidélité inébranlable.

Les belles choses sont le fait d'un effort poursuivi sans cesse.

L'un après l'autre tous les pandores seront impitoyablement fauchés.

Un jour viendra, qu'on se le persuade, où, le soleil se lèvera sur un monde nouveau dépourvu de gendarmes.

Et si notre humeur quelquefois s'impatiente devant la lenteur avec laquelle est menée cette œuvre salvatrice, pacifique et de notre mieux.

En lui disant après Franklin que l'eau qui tombe goutte à goutte finit par creuser la pierre, qu'avec de petits coups de hache on abat les plus grands arbres, etc., etc.

En lui détaillant la manière dont la Parque triomphe de ses ennemis.

Ces temps-ci nous avons de quoi la satisfaire.

Il y a trois semaines, surpris par le sifflet d'un gendarme qui courrait l'aspirer de lui dresser une contravention, un cycliste perdait le contrôle de sa machine et s'apprêtait à se casser la tête quand, soudain, son subconscient l'obligea à se rendre compte qu'il se trouvait en présence d'un gendarme. Il se releva aussitôt et se mit à courir.

Or, la cause de l'accident, c'était simplement le gendarme.

Accusant confiance en son subconscient, le cycliste suivit son conseil et se releva presque indemne.

Les pandores naturellement s'élancèrent à sa poursuite mais alourdis par un séjour trop prolongé dans les casernes et une quantité considérable de bêtises ils ne tardèrent pas à perdre du terrain.

Ah, n'écoutez que son devoir, l'un des deux gendarmes sortit son revolver et fit feu à quatre reprises dans la direction du fuyard.

Il finissait nuit, très nuit, tellement nuit que les balles se trompèrent de reuts.

Au lieu de s'arrêter dans la carcasse du « bédouin » elles s'échouèrent dans celle du brigadier.

Il ne suffisait plus aux policiers d'embêter les plus paisibles êtres humains, de les arrêter, les fouiller, les insulter, les passer à tabac.

Voilà maintenant qu'ils s'amuse à les voler et les violer.

Témoins ces trois agents de police de Vannes qui sont en train de supporter la sévérité d'un jury devant lequel ils ont envoyé tant de leurs victimes.

Il n'en alla pas de même du matelas improvisé.

Quand on se pencha sur lui on fut surpris de cette évidence : la fauchette était passée par là.

Il y a deux semaines, vengé d'être traité comme une vulgaire résistance de T. S. F. d'un détonateur détonna abrup et divisa l'auteur de cette indolence en plusieurs parties inséparables.

Du beau travail à la vérité.

Il y a une semaine, deux représentants de l'autorité publique, emmanchés un repris de justice à la prison de Montpellier.

Or, celui-ci qui ne voyait pas la nécessité de connaître les autres de la suite prison, profita d'une seconde d'inattention de ses gardiens pour leur brider la poltrone.

Comme un bolide il s'en alla.

Au détriment de celui-ci, lequel s'échappa le lendemain.

Il va sans dire que le prisonnier ne perdit pas son temps à dévaler cette misère et que redoublant de vitesse il prit la poudre d'escampette, plus intéressante à son gré que la poudre à canon.

Et voilà : trois semaines, trois morts.

Evidemment, l'on pourra rétorquer qu'à ce train-là les ignobles pandores ne sent pas près de disparaître. Bien sûr, bien sûr, mais n'est-il pas permis de supposer que la mort — qui recule plus d'un tour dans son sac — va bientôt se servir d'une faux perfectionnée.

Une faux mécanique, électrique, atomique.

Tout est possible, palsambleu.

Faisons confiance à la mort, elle ne nous décevra pas.

Geo CEDILLE.

DE DE GAULLE A LA CONSTITUTION

Le général de Gaulle vient de faire un tableau saisissant des horreurs de la guerre tout en étouffant les scrupules de sa conscience pour ne pas la considérer comme un crime.

Le crime, le mal, la calamité seraient de provoquer le moindre soupçon de détention dans la tension nerveuse internationale et de contribuer à anéantir dans les esprits les bienfaits de la paix.

Voilà toute la perspicacité « du plus grand Français » de notre siècle.

Quant à la souveraineté populaire retrouvée par le pays, elle est



voici bientôt deux siècles entre les mains de la bourgeoisie.

Depuis, à six reprises, le peuple a tenté de la reconquérir. Chaque fois une dictature de fer s'est abattue sur lui.

Jamais les trois pouvoirs : l'exécutif, le législatif et le judiciaire n'ont eu pour mission de combattre la spoliation.

Ces formes gouvernementales se sont vouées à sa consécration et l'ont enrigée en théorie et en titre de légitimité.

Tout comme les institutions qui ont engendré les iniquités de l'esclavage et du servage, les abritant sous un concept juridique émanant de la rapacité d'une caste égoïste et dominatrice, les institutions démocratiques ont à leur tour engendré les iniquités du salariat.

A leur tour elles sont à couvert par un concept juridique qui émane de l'esprit de lucre et d'ambition dominante d'une caste qui a nom : Bourgeoisie. Voilà où se trouve et à quoi sert le trésor de la souveraineté du pays. Le peuple toujours candide garde encore l'illusion de se le confier à lui-même en allant voter.

Mais sa candeur aura bien un fin, et le jour n'est pas bien loin où son tour il accablera tous les pouvoirs avec un mépris d'acier. Il verra comme ses ancêtres l'ont fait pour l'esclavage et le servage dans le déshonneur et sous la malédiction du salariat qui le déshonore. Il dira non à tous par la révolution.

FERRERO Emile.

La carence du capitalisme : L'outillage national

Le parc des machines-outils en France, était, avant-guerre, de 500.000, sur 2 millions en Angleterre et 3 millions aux Etats-Unis, soit, un coefficient de 3,6 pour la Grande-Bretagne et 5,5 pour les U.S.A. par rapport au prix français envisagés comme unité.

L'âge moyen des machines serait pour les Etats-Unis de six ans, pour l'Angleterre de huit ans et pour la France de VINGT-CINQ ANS ! Enfin, nous n'aurions que 50.000 machines réellement modernes au regard de l'outillage américain : 370.000 seraient âgées de plus de vingt ans et 50.000 de plus de cinquante ans ! Les chiffres qui précèdent sont extraits d'une étude de M. Jacques Debret « Le Problème Industriel » paru dans la revue « Le Monde Français » de juin 1946.

Le « Plan Monnet » avait prévu le remplacement, en cinq ans, des 265.000 machines les plus vieilles par un nombre égal de neuves, fabriquées soit en France — 140.000 — le reste en Amérique, Angleterre et Suisse. La somme totale nécessaire était estimée à 70 milliards de francs — FRANCES 1945, D'AVANT LA DEVALUATION.

Il semble que ce dernier chiffre soit devenu inactuel, puisque M. Ginhac (1) évalue à un minimum de 500 milliards de francs actuels, échelonnés en cinq années, les frais d'achat de ces machines.

Ces cascades ininterrompues de chiffres ont leur raison d'être : elles situent d'une façon magistrale, mieux que ne sauraient le faire les plus longs discours, la position exacte du problème. Elles prouvent que notre capitalisme avait laissé vieillir inconsidérément — BIEN AVANT LA GUERRE — l'âge moyen de l'outillage. Il n'avait donc tenu que de très médiocres efforts en vue de la régénération technique.

Cette affirmation devient une preuve sous la plume de M. Ginhac : « De 1937 à 1945, le volume des « provisions pour renouvellement des matériels et « outillages » constituées sous le régime du décret fiscal du 13 février 1939, N'AS ATTEINT 10 « MILLIARDS ».

Tout ce qui précède engendre une foule de réflexions. Les voici : Si nous faisons une moyenne de la valeur de l'argent, de son évolution de 1939 à 1945 et que nous la situons au coefficient 5 pour sa valeur actuelle — nous sommes gênés — les 10 milliards prélevés sur les bénéfices patronaux se-

raient de l'ordre de 50 milliards. Les besoins — minima — étant de 500 milliards, il en résulte, si les ressources restaient strictement privées, c'est-à-dire, en provenance directe des prélèvements sur les bénéfices, un délai de DIX ANS minimum pour le remplacement de cet outillage !

En réalité ce laps de temps serait largement dépassé. En effet, les premières machines achetées dans la première année, seraient en grande partie devenues — grâce à la cadence inouïe du progrès technologique actuel — périmées, anciennes, archaïques. Il faut donc envisager un délai supplémentaire — et des sommes « ad hoc » — pour leur renouvellement. Il faut envisager également l'usure de machines achetées cette année et restant modernes et prévoir ainsi leur achat. Enfin, les 500 milliards ne sont que le minimum nécessaire pour le remplacement des plus vieilles machines, il faut logiquement compter remplacer, au bout de six dix ans, sinon la totalité, du moins une forte proportion des 325.000 machines-outils actuellement propres à la produc-

tion et devenues, par usure ou progrès techniques, inutilisables.

Mentionnons enfin, l'hypothèse fort plausible d'une nouvelle dévaluation monétaire — dont certains signes avant-coureurs dénoncent la nécessité proche —, dévaluation gravant le prix d'achat des machines en provenance de l'étranger et nous admettons facilement que les dix années demandées risquent fort bien d'être considérablement accrues.

Comment le capitalisme industriel se procurera-t-il les sommes astronomiques, urgentes et indispensables ? Il semble que le prélèvement sur les bénéfices ne puisse plus lui accorder un appui, au moins modeste fut-il durant la période 1937-1945. La Commission des Prix refuse, en effet, à de très rares exceptions près, de faire entrer dans le prix de vente, l'amortissement de l'outillage en sorte que « les provisions pour l'outillage » sont devenues pratiquement et matériellement impossibles.

Il semble donc que la charge de ces dépenses sera assumée, dans de très fortes proportions, par l'Etat. Par quels moyens ce dernier, jour après jour, court d'argent, trouvera-t-il des crédits ? L'emprunt ? Robert Schuman, Ministre des Finances, l'a déclaré lors de la discussion sur la Reconstruction ou le même problème était — et reste — posé. « La formule à ses limites ». Il se pourrait que, sollicitée de toutes parts l'épargne ne soit plus en mesure de satisfaire les besoins. Les crédits étrangers ? Ils semblent boudés — on le ferait à moins — le tonneau des Danaïdes de l'Economie Française. Leur aide ne ferait d'ailleurs que précipiter et accroître l'emprise du capitalisme international sur l'Economie de notre pays.

Des impôts nouveaux ? Pressés de toute part, le contribuable n'est-

il pas à l'extrême limite de ses forces ? D'après les experts, le grand maximum du prélèvement total que peut prélever l'Etat sur le Revenu National, serait de 25 %. Il est actuellement d'environ 37 %. C'est dire que cette régression anormale, qui risque de faire exploser la chaudière capitaliste, ne peut, non seulement augmenter, mais devra et sous peu, diminuer sensiblement.

Mais laissons le capitalisme se débattre dans une situation sans issue POUR LUI. Nous n'avons pas, nous libéraux, à lui faciliter son rôle. Contrairement aux Partis Politiques et à la C.G.T., notre mission est de l'enlever « ad patres » le plus rapidement possible.

De l'étude de ses ennemis actuels, il ressort que c'est son imprévoyance qui est cause essentielle de ces difficultés. Son esprit de lucre l'a empêché de prélever — avant guerre, lorsqu'il en était temps — les sommes nécessaires au renouvellement de l'outillage, sur sa marge bénéficiaire. Son avarice crée donc cette nécessité d'exportation à tout prix afin de pouvoir se procurer les devises nécessaires. Un chômage intense va s'abattre de ce fait — sur différentes industries dont celle du textile qui compte un cinquième de l'effectif ouvrier, sur le bâtiment — malgré les immenses besoins — et sur beaucoup d'autres branches de l'activité économique.

Ajouté à un ravitaillement nettement déficient, le chômage va créer un état de fait fort préjudiciable à la santé publique. Notre vie, celle de nos enfants, sont en jeu. A ce seul titre, et en considération de la carence capitaliste que nous venons de voir, la disparition urgente et violente du capitalisme n'est-elle pas souhaitable ?

Marcel LEPOIL.



(1) Tribune Economique 4 oct. 1946.

Lait et beurre

(Suite de la première page)

car c'est la différence des prix anciens et nouveaux à partir du magasin de détail, la seconde en qualité de contribuable sous forme d'impôts, la subvention étant de 2 fr. primitivement portée à 3 fr. 50 par litre.

L'augmentation du prix de vente du lait va évidemment inciter les producteurs à intensifier leurs livraisons directes au détriment du beurre. Si nous établissons une moyenne entre la production commercialisée de 1938 et 1945, nous aurons des possibilités d'une vente de 65 millions d'hectolitres de lait. A raison de 3 fr. 50 par litre, le contribuable fera donc les frais de 22.750 millions de francs annuels pour la subvention. En retirant la subvention du beurre, reportée sur le lait et que l'on peut approximer en fixant à raison de 25 fr. le kilo, à 2 milliards, le contribuable sera donc imposé en définitive de plus de 20 milliards et exclusivement pour le lait. En plus de la hausse subie directement chez le détaillant !

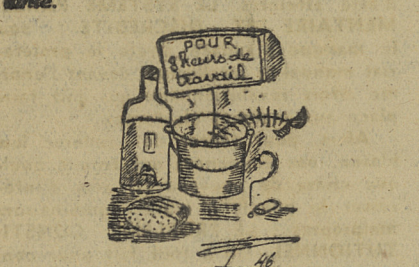
Ce qui n'empêche le beurre taxé de subir une hausse de 46 fr. soit 20 %, alors qu'il ne devrait, évidemment, souffrir que de la suppression de la subvention, soit 25 fr., auxquels il faut cependant ajouter quelques francs résultant de la hausse du prix du lait. Enfin l'Etat, qui a le marché noir du beurre pour qui toute hausse légale est une aubaine magnifique.

Le problème du lait, du beurre, va rejoindre tous les autres problèmes, leur solution logique et équitable est impossible dans le régime capitaliste, ce qui prouve que la nécessité de l'urgence de l'insurrection qui l'abattra.

MONDIUS.

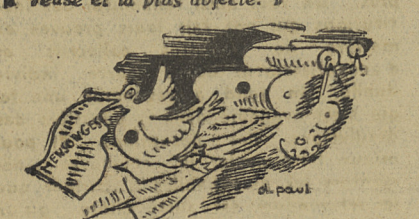
ITALIE

Des camarades retour d'Italie, nous signalent que là-bas c'est misère la plus complète. Les « touristes » s'émouvraient devant l'abondance mais ils ne voient pas que le peuple ne peut rien acheter parce que tout est trop cher, aussi ne faut-il pas s'étonner si des troubles éclatent un peu partout. Pour l'instant ce sont des émeutes de la misère, mais on peut espérer que bientôt à la voix de nos camarades de la Fédération Anarchiste Italienne le peuple tout entier donnera le dernier coup à la vieille société croulante.



PETITE CORRESPONDANCE

Lettre de Lénine à Gorki : « Toute idée de dieu, le seul fait d'être en coquetterie avec une idée de cette sorte constitue une véritable infamie, l'infamie la plus dange-reuse et la plus abjecte. »



RESISTANCE

Mgr Suhart, le mitré bien connu dans les milieux sabre et goupillon, provoque une levée de crosse, au sujet de la suppression des aumônes dans certains lycées du diocèse... Sordide matérialisme ! Hors ! Hors ! la calotte ! ! ! comme auraient dit nos pères...



LARMES DE CROCODILES

Le lait passe à 15 francs le litre... Pauvres enfants ! La taxe d'Etat (J. O. du 15-9-46) passe de 2 à 4 pour 100 sur les produits laitiers... Bande de faux jetons !



MEXIQUE

La presse signalait récemment des troubles dans les campagnes mexicaines. Dans une région plus de 10.000 paysans se sont précipités à l'assaut des grandes haciendas. Ce n'est là qu'un prélude de la lutte que soutiendront les paysans indiens du Mexique contre les grands féodaux qui les courent sous une oppression intolérable.

PLUS CA CHANGE...

Du temps de l'occupation, quand ces messieurs nous annonçaient une distribution alimentaire... chacun de se faire du coude en cliquant de l'œil : « C'est



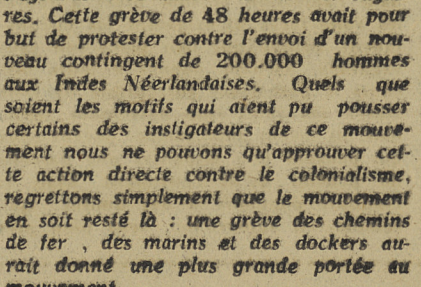
dans la poche ! On est sûr de ne rien toucher ! » Depuis, c'est pas la même chose. La récolte en blé est excellente, ça veut dire maintenant de la carte, du pain et des petites rations... Six litres de vin en septembre... ça veut dire... un litre, et les cinq autres en janvier 1947... Augmentation des rations de tabac... Comprenez après ça, mes amis ! On ne sait si c'est à Pékin ou à la Trinité... Si seulement ils nous annonçaient la guerre pour demain... Eh ! non, je dis une idiotie ! C'est la seule chose qu'ils soient capables de tenir sans notre consentement.

AUX PAYS-BAS

Au début de la semaine dernière une grève éclata dans les transports aux Pays-Bas avec manifestations et bagarres. Cette grève de 48 heures avait pour but de protester contre l'envoi d'un nouveau contingent de 200.000 hommes aux Indes Néerlandaises. Quels que soient les motifs qui aient pu pousser certains des instigateurs de ce mouvement nous ne pouvons qu'approuver cette action directe contre le colonialisme, regrettons simplement que le mouvement en soit resté là : une grève des chemins de fer, des marins et des dockers aurait donné une plus grande portée au mouvement.

D'autre part, un tel mouvement, pour être sérieux ne saurait être limité à 48 heures.

Il ne s'agit pas de protester contre une décision du Gouvernement et de lui demander même énergiquement de modifier son attitude, il faut agir soi-même et opposer aux décisions gouvernementales l'action directe s'opposant en fait à l'application de ces décisions.



LES LIBERTAIRES ET LE PROBLEME SOCIAL

Pour connaître les conceptions économiques et sociales des anarchistes, demandez cette copieuse plaquette qui résume avec clarté ce que pourrait être de nos jours une société fédéraliste libertaire.

Prix : 20 francs. Envoi sur demande avec 3 francs en sus. S'adresser à : Joulin Robert, 145, quai de Valmy, Paris (10^e). C. G. P. 5561-76.



Maladie infectieuse

LE PATRIOTISME exerce ses ravages

Le plus sûr moyen de recevoir chaque matin un courrier bien fourré n'est pas, ainsi que le prétendait Abel Hermant, de publier dans les journaux des articles sur la grammaire, mais sur le patriotisme ou, plus précisément, contre le patriotisme.

Car l'ignoble, l'imbécile, la dévastatrice, la contre nature même de patrie n'est que le mot qui sert à déguiser une tenté de la croire.

C'est un fait indéniable.

Après deux guerres formidables qui n'ont absolument rien apporté à la société, si ce n'est l'émiettement de quelques millions d'individus et de quelques milliers de maisons, il ne reste contre encore fréquemment des malheureux détraqués pour persévérer obstinément dans cette aberration qui la porte à élever leur pays natal au-dessus de tous les autres, au-dessus de l'humanité et à dépenser leur temps et leur argent à envahir des lettres d'onguent à leurs frères qui tentent de leur faire admettre la fausseté de cette théorie.

Ces égarés s'indignent gravement que des scribes complaisants à planter les emblèmes nationaux sur des tas de fumier et à transformer les marches militaires en fax-trot humoristiques.

A la suite de notre récent article « Les pédagogues et l'idée de patrie », article dans lequel nous nous laissions aller à considérer le patriotisme comme une maladie dangereuse et les pédagogues qui, inlassablement l'innocentent à des âmes saines comme des ânes et des criminels invétérés, un certain P. M., de Saint-Brieuc, nous a fait parvenir une lettre où il nous expose encore fréquemment des malheureux détraqués pour persévérer obstinément dans cette aberration qui la porte à élever leur pays natal au-dessus de tous les autres, au-dessus de l'humanité et à dépenser leur temps et leur argent à envahir des lettres d'onguent à leurs frères qui tentent de leur faire admettre la fausseté de cette théorie.

Ces égarés s'indignent gravement que des scribes complaisants à planter les emblèmes nationaux sur des tas de fumier et à transformer les marches militaires en fax-trot humoristiques.

A la suite de notre récent article « Les pédagogues et l'idée de patrie », article dans lequel nous nous laissions aller à considérer le patriotisme comme une maladie dangereuse et les pédagogues qui, inlassablement l'innocentent à des âmes saines comme des ânes et des criminels invétérés, un certain P. M., de Saint-Brieuc, nous a fait parvenir une lettre où il nous expose encore fréquemment des malheureux détraqués pour persévérer obstinément dans cette aberration qui la porte à élever leur pays natal au-dessus de tous les autres, au-dessus de l'humanité et à dépenser leur temps et leur argent à envahir des lettres d'onguent à leurs frères qui tentent de leur faire admettre la fausseté de cette théorie.

Ces égarés s'indignent gravement que des scribes complaisants à planter les emblèmes nationaux sur des tas de fumier et à transformer les marches militaires en fax-trot humoristiques.

A la suite de notre récent article « Les pédagogues et l'idée de patrie », article dans lequel nous nous laissions aller à considérer le patriotisme comme une maladie dangereuse et les pédagogues qui, inlassablement l'innocentent à des âmes saines comme des ânes et des criminels invétérés, un certain P. M., de Saint-Brieuc, nous a fait parvenir une lettre où il nous expose encore fréquemment des malheureux détraqués pour persévérer obstinément dans cette aberration qui la porte à élever leur pays natal au-dessus de tous les autres, au-dessus de l'humanité et à dépenser leur temps et leur argent à envahir des lettres d'onguent à leurs frères qui tentent de leur faire admettre la fausseté de cette théorie.

Ces égarés s'indignent gravement que des scribes complaisants à planter les emblèmes nationaux sur des tas de fumier et à transformer les marches militaires en fax-trot humoristiques.

A la suite de notre récent article « Les pédagogues et l'idée de patrie », article dans lequel nous nous laissions aller à considérer le patriotisme comme une maladie dangereuse et les pédagogues qui, inlassablement l'innocentent à des âmes saines comme des ânes et des criminels invétérés, un certain P. M., de Saint-Brieuc, nous a fait parvenir une lettre où il nous expose encore fréquemment des malheureux détraqués pour persévérer obstinément dans cette aberration qui la porte à élever leur pays natal au-dessus de tous les autres, au-dessus de l'humanité et à dépenser leur temps et leur argent à envahir des lettres d'onguent à leurs frères qui tentent de leur faire admettre la fausseté de cette théorie.

Ces égarés s'indignent gravement que des scribes complaisants à planter les emblèmes nationaux sur des tas de fumier et à transformer les marches militaires en fax-trot humoristiques.

A la suite de notre récent article « Les pédagogues et l'idée de patrie », article dans lequel nous nous laissions aller à considérer le patriotisme comme une maladie dangereuse et les pédagogues qui, inlassablement l'innocentent à des âmes saines comme des ânes et des criminels invétérés, un certain P. M., de Saint-Brieuc, nous a fait parvenir une lettre où il nous expose encore fréquemment des malheureux détraqués pour persévérer obstinément dans cette aberration qui la porte à élever leur pays natal au-dessus de tous les autres, au-dessus de l'humanité et à dépenser leur temps et leur argent à envahir des lettres d'onguent à leurs frères qui tentent de leur faire admettre la fausseté de cette théorie.

Ces égarés s'indignent gravement que des scribes complaisants à planter les emblèmes nationaux sur des tas de fumier et à transformer les marches militaires en fax-trot humoristiques.

A la suite de notre récent article « Les pédagogues et l'idée de patrie », article dans lequel nous nous laissions aller à considérer le patriotisme comme une maladie dangereuse et les pédagogues qui, inlassablement l'innocentent à des âmes saines comme des ânes et des criminels invétérés, un certain P. M., de Saint-Brieuc, nous a fait parvenir une lettre où il nous expose encore fréquemment des malheureux détraqués pour persévérer obstinément dans cette aberration qui la porte à élever leur pays natal au-dessus de tous les autres, au-dessus de l'humanité et à dépenser leur temps et leur argent à envahir des lettres d'onguent à leurs frères qui tentent de leur faire admettre la fausseté de cette théorie.

Ces égarés s'indignent gravement que des scribes complaisants à planter les emblèmes nationaux sur des tas de fumier et à transformer les marches militaires en fax-trot humoristiques.

A la suite de notre récent article « Les pédagogues et l'idée de patrie », article dans lequel nous nous laissions aller à considérer le patriotisme comme une maladie dangereuse et les pédagogues qui, inlassablement l'innocentent à des âmes saines comme des ânes et des criminels invétérés, un certain P. M., de Saint-Brieuc, nous a fait parvenir une lettre où il nous expose encore fréquemment des malheureux détraqués pour persévérer obstinément dans cette aberration qui la porte à élever leur pays natal au-dessus de tous les autres, au-dessus de l'humanité et à dépenser leur temps et leur argent à envahir des lettres d'onguent à leurs frères qui tentent de leur faire admettre la fausseté de cette théorie.

Ces égarés s'indignent gravement que des scribes complaisants à planter les emblèmes nationaux sur des tas de fumier et à transformer les marches militaires en fax-trot humoristiques.

A la suite de notre récent article « Les pédagogues et l'idée de patrie », article dans lequel nous nous laissions aller à considérer le patriotisme comme une maladie dangereuse et les pédagogues qui, inlassablement l'innocentent à des âmes saines comme des ânes et des criminels invétérés, un certain P. M., de Saint-Brieuc, nous a fait parvenir une lettre où il nous expose encore fréquemment des malheureux détraqués pour persévérer obstinément dans cette aberration qui la porte à élever leur pays natal au-dessus de tous les autres, au-dessus de l'humanité et à dépenser leur temps et leur argent à envahir des lettres d'onguent à leurs frères qui tentent de leur faire admettre la fausseté de cette théorie.

se faire assassiner et de rendre en définitive la vie extrêmement difficile à celles et à ceux que la rafale a eu le bon goût (?) d'épargner.

Le patriotisme s'avère comme un sentiment égoïste, barbare, étroit.

Il développe chez les êtres humains les passions les moins généreuses, les moins

FEDERATION ANARCHISTE

Aux Electrices, aux Electeurs

Les politiciens de toutes couleurs se rencontrent pour berner encore une fois le peuple. Sans distinction de partis, ils veulent lui faire accroire que le changement de constitution résoudra les irritants problèmes créés par une incapacité totale du régime.

Les causes du déséquilibre national résident dans la résistance des formules économiques désuètes envers le progrès social et nos machiavéliques « élus » pensent sortir le capitalisme croulant de ses ennuis en dirigeant le peuple sur l'imbroglio politique. C'est pourquoi

le referendum est une duperie

Depuis longtemps déjà le capitalisme — en tant qu'organisation — est condamné par l'histoire. Il doit rejoindre ses devanciers dans la tombe. Les temps actuels appellent des bases nouvelles, *révolutionnaires*, c'est-à-dire renversant toutes les valeurs morales et matérielles qu'une routine opiniâtre et entretenue voudrait prolonger indéfiniment. Devant la poussée des faits, nos politiciens de tout acabit tentent un ultime effort pour rajeunir une bourgeoisie sénile et la sauver de la décrépitude.

La politique avec les compromissions louches, les tractations honteuses, les concessions débilitantes est donc envisagée pour ceux qui en vivent comme

la dernière soupape de sûreté du capitalisme

Ils défendent leurs avantages, leurs prérogatives qui n'existeront plus lorsque ce régime aura été balayé. Qu'apportera-t-elle de nouveau cette constitution ? **RIEN !**

Pourra-t-elle pacifier le terrible antagonisme des salaires insuffisants et de la fatale montée des prix ?

Empêchera-t-elle la troisième guerre mondiale ? **NON !**

Partie de données politiques, elle est incapable de résoudre les problèmes économiques et sociaux qui dominent actuellement toute la vie publique et privée.

Mais, les constituants pensent redorer le blason fané du parlementarisme par une nouvelle formule ; ils prouvent ainsi que

VOTER, consolide le régime déjà condamné

Les anarchistes convient le peuple à ne pas s'arrêter à ces billevesées utopiques, dignes des temps reculés et révolus. Ils invitent le peuple à *boycotter* le referendum par une abstention significative de sa volonté très nette d'abattre le capitalisme et *tous les politiciens*.

A BAS LE REFERENDUM A BAS le VOTE, A BAS le CAPITALISME